

**MUKABALERA CIGWIRA Joseph**

**MONSEIGNEUR  
MUNZHIRWA CHRISTOPHE,  
ROMERO DU CONGO ?**

**Les concepts de Martyre, de Béatification et de Canonisation  
révisités à la lumière de l'histoire religieuse Contemporaine**

**Edition du BECURELA**

---

Bureau d'Etudes des Cultures, des Religions et de la Laïcité

**Avril 2012**



**MUKABALERA CIGWIRA Joseph**

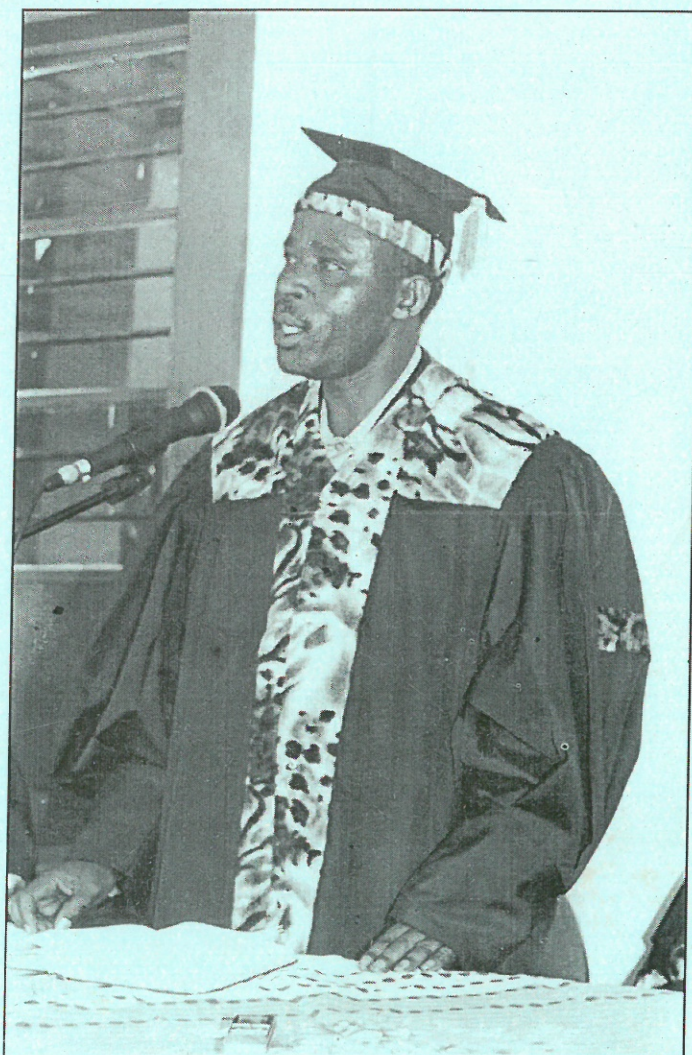
est né à Cirhinja le 24 juillet 1961, Paroisse de Nyantende (Archidiocèse de Bukavu), Groupement de Mumosho, Chefferie de Kabare, République Démocratique du Congo

Ecole primaire à Nyantende, cycle d'orientation au Petit Séminaire de Cibimbi, une partie de ses humanités au Petit Séminaire de Mugeru et finira ses humanités pédagogiques à l'Institut Plateau Médical à Bukavu.

Etudes de philosophie au Grand Séminaire Saint Mbagu Tuzinde (Cibanda Mpungwe) et de théologie au Grand Séminaire Saint Pie X à Murhesa, ordonné prêtre de l'Eglise Catholique Romaine le 11/8/1991 à la Paroisse Saint Lambert de Mwanda-Katana.

Après cinq ans de ministère actif dans l'Archidiocèse de Bukavu, il ira faire un complément d'études en Belgique où il obtiendra un Diplôme d'Etudes spécialisées (D.E.S) en catéchèse et Pastorale (à l'Institut International Lumen Vitae), une licence et un diplôme d'Etudes Approfondies en Théologie (D.E.A) à l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve et un Doctorat en Philosophie et Lettres à l'Université Libre de Bruxelles. Il est Docteur en théologie de l'Institut Catholique de Toulouse en France.

Au-delà de l'oralité sur la personne de Mgr Christophe MUNZHIRWA, l'auteur offre au public à travers cet ouvrage une analyse critique et rigoureuse des « œuvres écrites » de Mgr Christophe MUNZHIRWA afin que celles-ci fassent école à Bukavu (son terroir), en RD Congo et partout en Afrique.





C'est le 27 mars 1994 que Mgr Munzihirwa devient archevêque de Bukavu. Il continua d'administrer, en même temps, le diocèse de Kasongo jusqu'au 19 mars 1996, date à laquelle fut institué Mgr Théophile KABOY comme nouvel évêque de ce diocèse.

En avril-mai 1994, Mgr Munzihirwa participe à Rome au Synode spécial pour l'Afrique. A son retour à Bukavu, c'est en tant qu'archevêque métropolitain qu'il vit de près le drame des centaines de milliers de réfugiés déferlant sur le Sud-Kivu à la suite des horribles événements d'avril 1994 au Rwanda.

Deux ans durant, par de nombreuses prises de position courageuse, il proposera un schéma de paix pour la région des Grands Lacs et attirera l'attention du monde entier sur les conséquences désastreuses de la présence massive des réfugiés dans une région déjà surpeuplée en proclamant le droit de tous à une solution juste et non violente.

Ce combat, Mgr Munzihirwa l'a mené jusqu'au sacrifice de sa vie. Le mardi 29 octobre 1996, il fut assassiné après une journée harassante entièrement consacrée à sauver des vies humaines et à reconforter une population en détresse abandonnée à elle-même par ceux qui auraient dû assumer convenablement leurs responsabilités.

### **3. Hypothèses sur les causes et les motifs de l'assassinat de Monseigneur Christophe Munzihirwa.**

#### **a. Le meurtre du 29 octobre 1996.**

Sur le plan historique, depuis l'accession du Congo à l'indépendance, (le 30 juin 1960), et même au cours de l'histoire de l'Etat indépendant du Congo et du Congo belge, aucun évêque congolais n'a été assassiné ni par l'armée nationale ni par la population civile, et pourtant, ce ne sont pas des occasions qui ont manqué<sup>33</sup>.

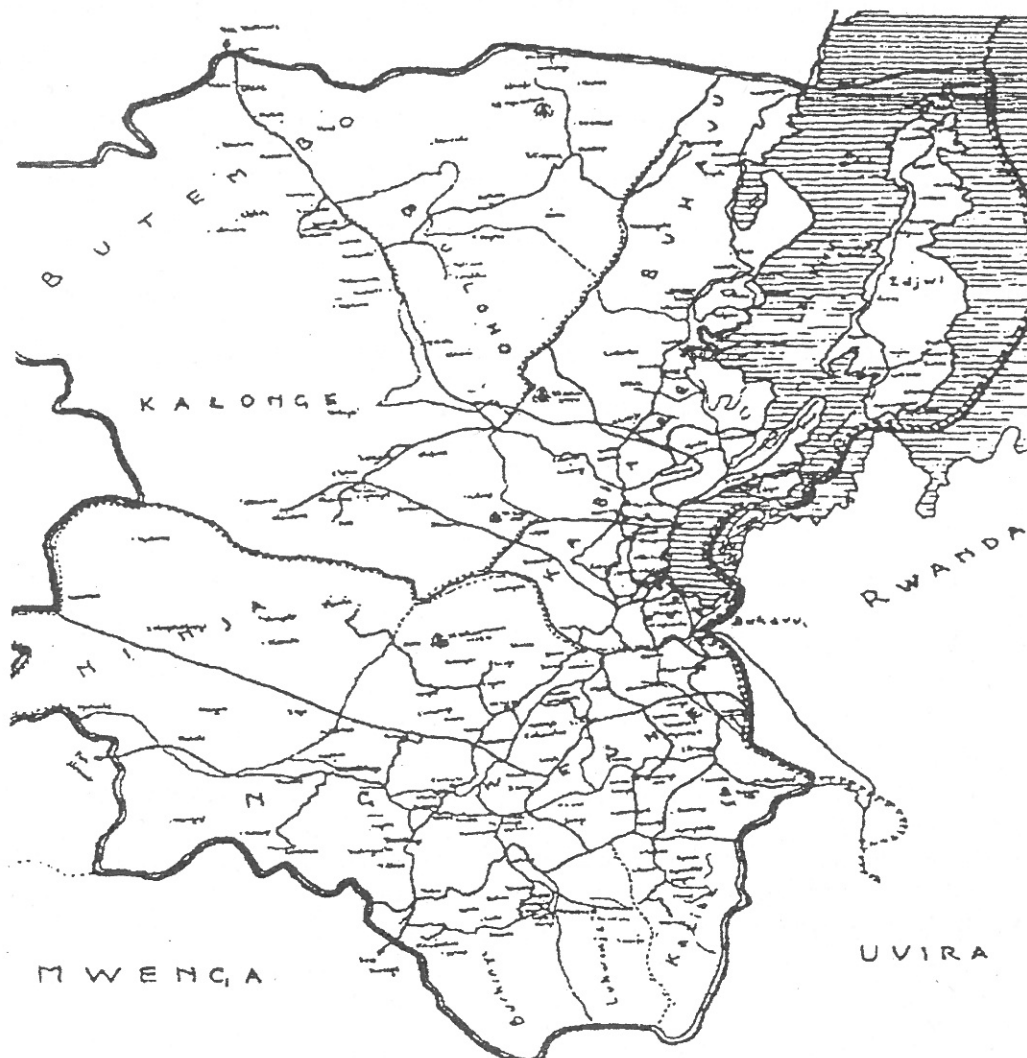
<sup>33</sup> Exception faite de Mgr Wittebols, évêque de Wamba, assassiné en même temps que la Bienheureuse Anuarite Nengapeta par les rebelles mulelistes en 1964. Entre 1960 et 1996, il y a eu successivement, au Congo/Zaire, la rébellion de Pierre Mulele (1964), de Jean Schramme (1967-1968), la guerre du Shaba en 1978 et beaucoup d'autres insurrections.

Le 1<sup>er</sup> août 1986, après son mandat de six ans comme provincial des jésuites de l'Afrique centrale, le Père Christophe Munzehirwa fut ordonné évêque coadjuteur de Mgr Timothée Pirigisha pour le diocèse de Kasongo dans le Maniema.

Son ordination épiscopale eut lieu à Rome le 9 novembre 1986, et c'est en 1990 qu'il succéda à Mgr Pirigisha, retraité. Tout en restant évêque du diocèse de Kasongo, le 15 septembre 1993, Mgr Munzehirwa fut nommé Administrateur apostolique de l'Archidiocèse de Bukavu en remplacement de Mgr Aloys Mulindwa, démissionnaire.

*e. Archevêque de Bukavu et administrateur apostolique du diocèse de Kasongo*

## L'ARCHIDIOCESE DE BUKAVU





Par contre, dans le Rwanda voisin, entre le 6 avril 1994 (assassinat du Président rwandais Juvénal Habyarimana et de son homologue burundais, Cyprien Ntaryamira) et le 17 juillet (à Kigali, le FPR forme un gouvernement d'union nationale), soit en l'espace de trois mois, il y a eu assassinat de trois évêques et d'une multitude d'autres ecclésiastiques et dans la même circonstance, l'assassinat d'un autre évêque au Burundi<sup>26</sup>.

Il y a un lien à faire entre l'assassinat de Christophe Munzihirwa et la méthode terroriste des soldats rwandais. Ils sèment la panique en tirant sur une autorité ou en tuant quelqu'un d'important. C'est ce que l'on a remarqué quand ils sont arrivés à Uvira : « L'abbé Koko qui a été tué à Lemera par les Tutsi qui s'appellent Banyamulenge dans la nuit du 5 au 6 octobre avait été fort mutilé. Le vicaire général d'Uvira, Mgr Mugaja, lui-même l'a lavé. L'abbé Koko avait été enlevé un œil, ensuite coupé la langue, ensuite coupé le sexe, et ensuite poignard dans la gorge. Son collègue abbé avait été pris avec douze autres personnes pour porter, vers les montagnes, les bagages des militaires du F.P.R. Un témoin oculaire qui les a suivis témoigne chez vicaire que l'abbé a déclaré être fatigué, qu'il a demandé de prier et quand il a dit « Amen », on l'a abattu par une balle et jeté dans le ravin le long du chemin »(sic)<sup>27</sup>.

Au sujet de l'assassinat proprement dit de l'archevêque de Bukavu, notons qu'il y a eu des témoins directs. Ils rapportent en ces termes ce qu'ils ont vu et vécu : « Nous venions d'une réunion à l'Archevêché, raconte Mr.X, l'archevêque précédait dans une voiture de marque « Suzuki », conduit par un chauffeur (Mr.Boni) du Collège. Aux environs de Vamaro, des tirs aux balles furent orientés contre la voiture dans laquelle se trouvait l'évêque. Celui-ci sortit de la voiture et alla à pieds vers les assaillants. Son chauffeur et son garde de corps sortirent en même temps que lui. Ils furent abattus sur le champ. De même, M. Jean-Pierre Biringanine qui se trouvait dans la voiture suivante.

<sup>26</sup> Il s'agit notamment de : Mgr Vincent Nsengiyumva (archevêque de Kigali), Mgr Thaddée Nsengiyumva (évêque de Kabgayi), Mgr Joseph Rusindana (évêque de Byumba), et de Mgr Ruhuna au Burundi.

<sup>27</sup> Etant donné la gravité de la situation sur le terrain, nous ne pouvons que taire le nom de notre 'chroniqueur' dont le français n'est pas la langue maternelle. Si nous le citions, nous mettrions en danger sa famille et lui-même. Que le lecteur comprenne !



Nous étions dans la troisième voiture, nous l'avons abandonné et nous nous sommes précipités dans les herbes au bord de la route. De là, nous voyions comment l'archevêque parlait avec ses bourreaux. Avant d'abattre l'archevêque, l'un d'eux a dû communiquer au Motorola, certainement pour acquérir l'avis de ses supérieurs sur ce cas. C'est après cette communication qu'ils ont abattu l'Archevêque de Bukavu. Les allégations selon lesquelles l'archevêque de Bukavu est tombé dans une embuscade ne sont que fallacieuses »(sic)<sup>36</sup>.

Il y a donc lieu d'établir une similitude entre l'agression perpétrée contre les évêques précités du Rwanda et celle perpétrée contre l'archevêque de Bukavu. On ne pourrait également cautionner, contre toute vérité, la thèse selon laquelle Mgr Munzihirwa aurait été pro-hutu. Les faits parlent d'eux-mêmes : « Le lendemain, mardi du destin, Monseigneur n'a pu partir que vers neuf heures (...). Vers quatorze heures, nous entendîmes un véhicule monter à vive allure dans l'allée conduisant au Collège (...). Nous apprendrons plus tard que Monseigneur était venu déposer, chez les sœurs de la Compagnie de Marie, nos voisines, six sœurs Trappistines tutsi de la Trappe de Clarté-Dieu, arrachées à la fournaise de Murhesa et aux bandes de chasseurs qui y sévissaient »<sup>37</sup>.

Plusieurs voix s'étaient d'ailleurs élevées pour souligner le caractère impartial d'un Pasteur qui a donné sa vie en partageant le sort du peuple qui lui était confié : « Apprenant avec grande émotion, la mort tragique de Christophe Munzihirwa Mwene Ngabo, archevêque de Bukavu, je m'unis à la douleur et à la prière de l'Eglise qui est à Bukavu pour ce valeureux pasteur qui a donné sa vie en partageant l'épreuve du peuple qui lui était confié (...) »<sup>38</sup>.

De même, le cardinal Etchegaray écrivait à son sujet : « La vision lancinante des foules de réfugiés errant comme des bêtes sauvages dans la région des Grands Lacs (Burundi, Rwanda,

<sup>36</sup> Cfr. Note précédente (n° 27).

<sup>37</sup> Communauté s.j. du Collège Alfajiri, *Les derniers jours*, in *Serviteur et Témoin*, p. 9-10.

On peut également auditionner une bande-vidéo où Mgr Munzihirwa exhorte les chrétiens de Bukavu à « accueillir les réfugiés rwandais sans distinction, comme des frères et sœurs ».

Il aurait excommunié tous ceux qui s'étaient livrés à des exactions contre les réfugiés et la population locale, dont le commandant de la ville de Bukavu, Mr. Opango.

<sup>38</sup> Message de condoléances du Pape Jean-Paul II adressé à l'Episcopat du Zaïre, in *Renaitre*, n°23, du 15 décembre 1996, p.6.



Zaire) est insoutenable pour qui croit à la dignité de chaque être humain. L'Archevêque écrivait que : 'Notre arme la plus puissante est la charité envers chaque homme et en témoigna jusqu'au sacrifice de sa propre vie en restant parmi son peuple et en se battant pour le respect des réfugiés dans la zone de Bukavu' »<sup>39</sup>

Et au Père André Fossion d'écrire : « Mgr Munzehirwa, a-t-on souligné, vivait dans la pauvreté et dans la douceur au milieu de son peuple. Au nom de la justice et de la vérité, comme en témoignent ses nombreuses lettres, il ne craignait pas de rappeler vivement à leurs devoirs les gouvernants, les chefs militaires comme aussi les puissances internationales et les grands de ce monde. Avant tout pasteur, avec des accents qui font penser à Mgr Romero, il osait dénoncer publiquement sans esprit partisan mais avec une redoutable lucidité, toutes les puissances d'oppression d'où qu'elles viennent. Sa liberté de parole au nom de l'évangile lui a coûté la vie, mais lui a gagné la faveur des peuples »<sup>40</sup>.

#### **b. Hypothèses sur les causes et les motifs de son assassinat.**

A l'annonce de l'assassinat de Christophe Munzehirwa, plusieurs hypothèses ont été émises. Nous les énonçons avant de les soumettre à une analyse critique.

*Première hypothèse* : « Ce que l'on commençait à craindre s'est réalisé ce mardi 29 octobre 1996 vers 18 heures. Mgr Munzehirwa est mort par balle, tirée au plus fort du combat par les soldats Banyamulenge, près du marché de Nyawera (en ville) »<sup>41</sup>.

*Deuxième hypothèse* : « Divers observateurs sur place attribuent cet assassinat à un 'commando' envoyé depuis Kigali en 'expédition punitive' à mettre en relation avec ses prises

<sup>39</sup> Ibidem.

<sup>40</sup> FOSSION, A., *Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté*, in *Le courrier de Lumen Vitae*, périodique trimestriel, n°101, décembre 1996, p.1.

<sup>41</sup> Missionnaires d'Afrique, Sud-Est Zaire, Flash n° 346, décembre 1996, p.6.



de position répétées pour défendre le sort aussi bien des Hutu que des Tutsi, non sans montrer du doigt le régime rwandais actuel de Kigali »<sup>42</sup>.

*Troisième hypothèse* : « En mémoire de S.E. Mgr Munzihirwa Christophe (s.j.), Archevêque de Bukavu (Zaïre), assassiné par les rebelles Tutsi à Bukavu, le 29 octobre 1996 »<sup>43</sup>.

*Quatrième hypothèse* : « Six mois plus tard, les Tutsi rwandais tuèrent Mgr Christophe Munzihirwa évêque de Bukavu »<sup>44</sup>.

*Cinquième hypothèse* (par allusion) : « 29 octobre, meurtre de l'Archevêque de Bukavu, grand adversaire du nouveau régime en place à Kigali »<sup>45</sup>.

*Sixième hypothèse* : " (...) Mgr Christophe Munzihirwa a été assassiné le 29 octobre 1996, au début de la guerre, par les troupes de l'A.F.D.L (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo/Zaïre), regroupant divers mouvements d'opposition au régime du Président Mobutu et des troupes étrangères essentiellement rwandaises" (?)<sup>46</sup>.

*Septième hypothèse* : "Dans cette tragédie, notre prédécesseur dans l'épiscopat, Mgr Christophe Munzihirwa, sera assassiné le 29 octobre 1996 à cause de sa clairvoyance et de ses prises de position sur l'évolution de la situation dans la région. Personne ne l'avait écouté et l'armée d'invasion a bien pensé d'éliminer un témoin devenu trop encombrant" (?)<sup>47</sup>

Aucun critère n'a présidé au choix de ces sept hypothèses. Ce sont celles que nous avons trouvées au cours de nos investigations. Quatre d'entre elles, la troisième, la quatrième, la sixième et la septième, attribuent explicitement l'assassinat de Munzihirwa aux Tutsi rwandais. Une autre version (la 1<sup>e</sup> hypothèse) l'attribue aux soldats Banyamulenge. Ceux-ci sont, rappelons-le, assimilés aux Tutsi rwandais. La deuxième et la cinquième hypothèse, implicitement, mettent un rapport entre l'assassinat de Munzihirwa et le régime en place à Kigali.

<sup>42</sup> *Dimanche* (hebdomadaire), n° 41 du 17 novembre 1996, p. 9.

<sup>43</sup> Mention sur une photo souvenir de Mgr Munzihirwa rendu publique à Rome par la communauté zaïroise.

<sup>44</sup> BOISSONNADE, E., *op.cit.* p. 233.

<sup>45</sup> NOLET, S., *Chronologie*, in *Kabila prend le pouvoir* (col), Complexe, p. 104.

<sup>46</sup> XXX, Lettres pastorales et messages de Mgr Emmanuel Kataliko (18 mai 1997 – 4 octobre 2000), Archevêque de Bukavu, octobre 2000, p. 7 (cfr. Texte introductif (contexte) de l'homélie de l'intronisation de Mgr Kataliko comme Archevêque de Bukavu.

<sup>47</sup> KATALIKO, E., Un cri de détresse du peuple congolais au peuple des U.S.A., in Lettres pastorales et messages de Mgr E.Kataliko, *op.cit.* p. 37.

A notre avis, il y a un rapport à établir entre l'assassinat de Christophe Munzihirwa et la politique d'extermination ou de vengeance adoptée par le pouvoir de Kigali contre tous ceux qui osaient dénoncer les malversations dont il se rendait coupable.

## CHAPITRE II: AUTOUR DE L'ASSASSINAT DE MONSEIGNEUR CHRISTOPHE MUNZHIRWA, le 29 octobre 1996

### A. CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE GENERAL

#### I. Le conflit rwandais.

L'objectif n'est pas de faire ici le point sur le conflit interethnique au Rwanda<sup>48</sup>, conflit qui a conduit à ce que certains qualifient de "Génocide rwandais",<sup>49</sup> de "Génocide rampant",<sup>50</sup> de "Double génocide"<sup>51</sup> ou tout simplement de "Massacre".<sup>52</sup>

Néanmoins, il est impossible de comprendre ce qui est arrivé à Mgr MUNZHIRWA,<sup>53</sup> Archevêque de Bukavu et métropolitain de la province ecclésiastique du Kivu<sup>54</sup> si l'on ne part pas du conflit rwandais.

<sup>48</sup> Plusieurs ouvrages ont déjà été publiés à ce sujet, notamment: NKUNZUMWAMI, E., *La tragédie rwandaise. Historique et perspectives*, L'Harmattan, Paris, 1996; *Rwanda, les médias du génocide* (dir. CHRETIEN, J.P.), Karthala, Paris, 1995; BRAECKMAN, C., *Rwanda: Histoire d'un génocide*, Fayard, Paris 1994; REYNTJENS, F., *La guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale*, L'Harmattan, Paris, 1999; WILLAME J.C., "Aux sources de l'hécatombe rwandaise" in "Cahiers africains" n°14 (1995); Idem, "La panne rwandaise" in "La Revue nouvelle", déc.1990, p. 59-66

<sup>49</sup> Le génocide commis contre les Tutsi du Rwanda a été officiellement reconnu par l'office des Nations Unies à Genève. Cfr. "Rapport final de la commission d'experts indépendants présenté conformément à la résolution 935 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le 25 novembre 1994, p.27. Ce génocide a été également reconnu par la commission des Droits de l'homme de l'ONU. Cfr Rapport sur la situation des Droits de l'homme au Rwanda, du 11 novembre 1994, p. 4

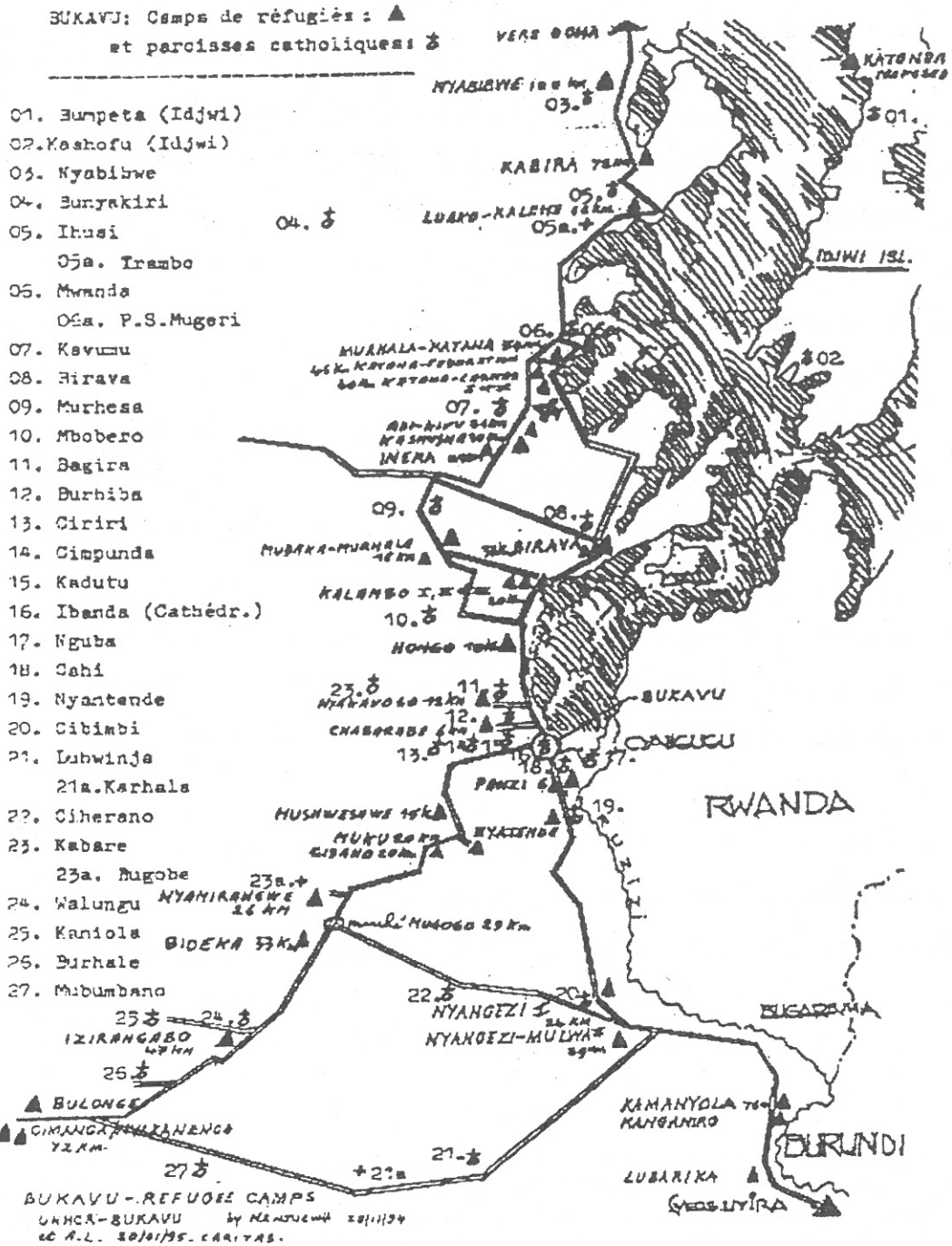
<sup>50</sup> Expression utilisée par Mgr Christophe MUNZHIRWA pour parler de la répression des Hutu par le nouveau régime au pouvoir à Kigali. (Cfr. Sa lettre du mois d'octobre 1996). Une année plus tard, le Vatican utilisera la même expression pour dénoncer les tueries des Tutsi contre les Hutu, cfr. *Osservatore Romano* du 24 février 1997. LUGAN emploie l'expression "génocide silencieux" pour parler des Tutsi qui ont été sournoisement tués avant le génocide de 1994(cfr. LUGAN, *Histoire du Rwanda*, Bartillat, France, 1997, p493

<sup>51</sup> Vatican, in *Osservatore Romano* du 18 mai 1999. Le Vatican reconnaît un "double génocide" au Rwanda. Celui des Hutu contre les Tutsi mais aussi celui des Tutsi contre les Hutu: " Il y a un double génocide, celui contre les Tutsi (...) et celui contre les hutu. Environ un million de Hutu ont été tués par les Tutsi (...). Les deux génocides ont été horribles et les deux doivent être rappelés, si l'on veut éviter une propagande unilatérale".

<sup>52</sup> Expression couramment utilisée quand on veut parler des tueries rwandaises indistinctement. L'expression est reprise par NKUNZUMWAMI, E., *Op. Cit.*, p. 187.



### 3. Les réfugiés rwandais à Bukavu



**B. ATTITUDES DE MONSEIGNEUR CHRISTOPHE MUNZHIRWA  
FACE AU CONFLIT ET A LA PRESENCE DES REFUGIES  
RWANDAIS A BUKAVU**

**I. MATERIAUX. DECOUPAGE PAR ETAPES\***

**1. Le temps de l'horreur : avril-juillet 1994**

Nous appelons ici « temps de l'horreur » la période où, de la ville de Bukavu, nous apercevions à Cyangugu, au Rwanda, des maisons incendiées et des personnes pourchassées ou tuées d'une façon abominable.

Par la suite, nous recevions à Bukavu des rescapés arrivés en toute hâte. Leurs récits et parfois leur état psychique et physique ont attiré l'attention de la population du Sud-Kivu sur la gravité des événements qui se déroulaient au Rwanda et la gravité de leurs conséquences immédiates pour notre région.

Etant donné qu'il s'agit ici d'analyser « l'action et les lettres pastorales de Mgr Munzehirwa » sur le vécu des réfugiés rwandais à Bukavu et les conséquences de leur présence sur les populations du Sud-Kivu, nous ne nous préoccupons pas des messages diffusés par son Vicaire général en son absence, ni des messages des groupes de réflexion, à moins que ce ne soit pour illustrer ou confirmer certains propos.

Le 6 avril 1994, jour où le président rwandais, Juvénal Habyarimana et son homologue burundais, Cyprien Ntaryamira ont été assassinés, Mgr Munzehirwa se trouvait à Rome pour participer à l'assemblée du synode romain pour l'Afrique<sup>145</sup>. Durant cette période, ce sont des

<sup>144</sup> KATALIKO. E., Un cri de détresse du peuple Congolais au peuple des U.S.A, in Op. Cit., p 42.

\*C'est du Père P. de DORLODOT que nous tenons les trois premiers découpages.

<sup>145</sup> *Marchons ensemble*, Bulletin de liaison de l'Archidiocèse de Bukavu, N° 3, (1994), p.26.



groupes de réflexion de Bukavu qui ont essayé de porter haut la voix pour signifier au monde que le peuple rwandais vivait un calvaire<sup>146</sup>.

Le 1<sup>er</sup> message fut celui du Groupe de Réflexion et d'Analyse Politique, Economique et Sociale (GRAPES), signé à Bukavu le 18 avril 1994, message « ...appelant la population à accueillir les rescapés rwandais et demandant aux réfugiés de ne pas transposer au Kivu des sentiments de haine et de vengeance »<sup>147</sup>. Dans le même sens, le Groupe Jérémie rédigea un *Aide-mémoire sur les événements dramatiques du Rwanda*<sup>148</sup> faisant état de massacres, de leurs auteurs, de la détention de 7.000 personnes au stade de Cyangugu et du nombre de réfugiés déjà présents au diocèse de Bukavu.

La Société civile du Sud-Kivu rédigea un mémorandum à l'intention du Gouverneur de Région. Ce mémorandum, remis au Gouverneur de Région, traitait de la situation des Zaïrois rapatriés, des réfugiés rwandais, de la sécurité dans la région, des organismes internationaux et de l'impact de la crise rwandaise sur les populations du Sud-Kivu.

C'est le 24 avril 1994, par une lettre adressée à Monsieur Boutros Boutros-Ghali, (à l'époque Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, ONU), et signée de la main du vicaire général, que l'Eglise particulière de Bukavu s'engagea officiellement pour la cause des réfugiés rwandais en dénonçant leur supplice. Le vicaire général du diocèse (en l'absence de l'évêque) alerta le Secrétaire général de l'ONU sur les conditions de vie épouvantables des réfugiés : « Depuis le 15 avril 1994, cinq mille personnes sont détenues au stade de Cyangugu (Rwanda). Elles sont là dans des conditions épouvantables, au soleil et à la pluie, sans nourriture et sans couverture. A intervalles régulières, certains d'entre eux sont pris par les milices et disparaissent. Ils sont assassinés. Devant cette situation inqualifiable, l'Eglise catholique de l'Archidiocèse de Bukavu (Zaïre), ville voisine de Cyangugu, proteste énergiquement contre ces violations des droits de l'homme les plus élémentaires, elle lance un appel à l'Organisation des

<sup>146</sup> Ces groupes ont été répertoriés par Philippe de DORLODOT, *op.cit.* p.12-14.

<sup>147</sup> GRAPES, *Message au peuple de Dieu. Les événements du Rwanda*, Bukavu, 18 avril 1994.

<sup>148</sup> Groupe Jérémie : *Aide-mémoire sur les événements dramatiques du Rwanda*, Bukavu 20 avril 1994.

Nations unies et alerte l'opinion internationale leur demandant d'intervenir auprès de l'armée rwandaise pour libérer ces otages »<sup>149</sup>.

C'est dans cette atmosphère confuse que Mgr Munzihirwa, en provenance du synode qui se tenait à Rome, arrive à Bukavu. Le 24 juillet 1994, il célèbre, à l'Eglise cathédrale, une messe de demande de paix et d'accueil aux réfugiés.

C'est au cours de cette célébration qu'il diffuse une première lettre pastorale<sup>150</sup> au sujet des réfugiés rwandais. Il tente de définir ce que doit être l'attitude de la population locale vis-à-vis des réfugiés. L'analyse de cette lettre fait ressortir les éléments ci-après :

- a. La crise du Rwanda révèle aussi la crise du Zaïre : « Au moment où la masse des réfugiés arrive, l'administration urbaine de Bukavu est complètement absente. La hiérarchie politique n'a commencé à se manifester que tard, lorsque les consciences vives des chrétiens ont été indignées du comportement des vautours qui veulent profiter de la fragilité des réfugiés et de la confusion en ville (...) Mais nous comprenons la situation des autorités administratives. En effet, elles sont démunies, elles n'ont aucun moyen logistique à leur disposition. C'est là l'effet du pillage du pays pendant trente ans ».
- b. Un message de remerciement pour tous ceux qui ont accueilli les réfugiés : « Nous remercions les compatriotes qui, malgré leur propre pauvreté, accueillent les réfugiés dans leurs familles. Nous remercions spécialement les jeunes gens qui pendant la nuit veillent à Kadutu sur la cité des réfugiés pour les défendre contre la pègre de cette cité ».
- c. Il entérine la demande des chrétiens qui réclamaient que soient exclus des sacrements ceux qui s'étaient livrés à des actions malhonnêtes : « Celui qui a

<sup>149</sup> MITIMA, F. X., Vicaire général de l'Archidiocèse de Bukavu, lettre écrite à Bukavu, le 24 avril 1994.

<sup>150</sup> MUNZHIRWA, C., *Messe pour les réfugiés et la paix de tous*, Bukavu, 24 juillet 1994.



volé ou acheté à des prix d'escroquerie doit restituer s'il veut redevenir frère de Jésus »

Mgr Munzihirwa écrit une deuxième lettre pastorale le 31 juillet 1994 : « Que la paix du Christ vienne en nous et chez-vous »<sup>151</sup>.

Cette lettre contient trois éléments essentiels :

- a. Une protestation contre le vol, par des officiers zaïrois, des voitures des réfugiés rwandais : « J'apprends que des officiers possèdent et vendent impunément des véhicules ravis aux réfugiés rwandais. La conscience humaine formée, et à plus forte raison, la conscience chrétienne condamnent ces actes de brigandage ».
- b. Une forte réaction contre le fait qu'on force le HCR à ne pas assister les réfugiés : dans le but de les obliger à regagner le Rwanda contre leur gré, (une certaine pression était exercée sur le HCR pour qu'il ne les assiste plus) : « Un acte pareil serait un crime contre l'humanité si l'on n'aide pas à établir la paix véritable et la sécurité pour les réfugiés qui accepteront de rentrer ».
- c. Une demande adressée aux grandes puissances pour qu'elles organisent une « Table ronde » pour les Rwandais et qu'elles ne laissent pas le parti qui a gagné la guerre, c'est-à-dire le FPR, la responsabilité d'être à la fois juge et partie : « Nous demandons aux grandes puissances d'aujourd'hui de rendre possible la rencontre rapide entre les Rwandais, comme nous disons aux Rwandais eux-mêmes qu'il est plus humain de pardonner que de se venger ».

Cette période du conflit rwando-rwandais que nous avons qualifiée de « temps de l'horreur » est marquée par deux vagues successives de réfugiés. D'abord une vague de Rwandais Tutsi qui, à partir du 6 avril 1994, fuyaient le massacre. C'est pour cette catégorie de

<sup>151</sup> · MUNZIHIRWA, C., *Que la paix du Christ vienne en nous et chez-vous*, Lettre pastorale du 31 juillet 1994.

Rwandais Tutsi que l'Eglise de Bukavu s'est époumonée dans la période allant du 6 avril 1994 jusqu'à l'entrée du FPR à Kigali, le 4 juillet 1994 .

Craignant certes le règlement de compte, une autre vague de Rwandais Hutu cette fois, prit ensuite le chemin de l'exode et se déversa sur Bukavu, tandis que la première catégorie de réfugiés Tutsi, confiants ou partisans du FPR, regagna le Rwanda.

Nous constatons que pendant cette période, les lettres pastorales de Mgr Christophe Munzihirwa sont marquées par trois prises de position principales :

- a. Il fustige le comportement irresponsable des autorités zaïroises et celui des citoyens qui se livrent au vol des biens des réfugiés.
- b. Il invite la population à accueillir sans distinction les réfugiés comme des frères dans le Christ et demande aux réfugiés de ne pas transposer leurs conflits au Kivu.
- c. Il dénonce un pouvoir de vengeance à Kigali et propose à la communauté internationale d'organiser une rencontre entre tous les Rwandais en vue d'une « Table ronde » pouvant conduire à un « modus vivendi » pour tous les Rwandais.

Il apparaît maintenant que la présence et le nombre croissant des réfugiés dans la ville de Bukavu déséquilibre le vécu quotidien et crée une insécurité généralisée.

Monseigneur Christophe Munzihirwa écrit une lettre ouverte : « L'insécurité à Bukavu »(8/9/1994) où il dénonce la volonté nocive de certaines personnes(qu'il ne cite pas) et qui « veulent enterrer » la ville. Il dénonce surtout les malversations des soldats zaïrois, assoiffés de ravir tant les biens des réfugiés que des nationaux. Il dénonce aussi la connivence des « faux militaires en uniforme » avec certains éléments de l'armée en vue de piller les biens des citoyens.

Après cette dénonciation, l'évêque fait une lecture historique sur le comportement des armées et conclut : « L'histoire nous apprend que les soldats dont l'idéal est le pillage ne sont plus aptes à défendre la patrie. L'ennemi les surprendra en train de voler au lieu de veiller sur le front. C'est pour cela que les armées qui se respectent ne tolèrent ni vol ni mutinerie ».

Aux autorités militaires, auxquelles il demande de veiller à la discipline de leurs troupes, il rappelle l'exemple d'Alexandre le Grand et des compatriotes comme le Général MULAMBA, le Major VANGU et le Colonel TSHATSHI.

Il rappelle finalement aux militaires qu'ils sont aussi chrétiens et les réfère au dialogue entre le prophète Jean-Baptiste et les soldats : »Des soldats aussi l'interrogeaient en disant : « Et nous, que nous faut-il faire ? ». Il leur dit : « Ne molestez personne, n'extorquez rien et contentez-vous de votre solde »(Lc 3,14).

Poursuivant son action de conscientisation de l'armée, Monseigneur Christophe Munzehirwa alla célébrer une messe au Camp Saio(camp militaire). Son homélie y est centrée sur « la grandeur des services » et il considère le « service militaire » comme un service rendu aux frères et à la nation.

Après avoir dit ce que l'Eglise pense de l'armée(il cite à l'occasion quelques passages évangéliques(Mt 8,5 ; Lc 3,13 ; Actes 10, Vatican II[L.G.]), il invita les soldats à faire un examen de conscience sur leur comportement et sur la façon dont ils traitent la population.

Il leur donne l'exemple des soldats canonisés par l'Eglise : Saint Georges, Saint Maurice, et Saint Martin.

## **2.Le temps de l'urgence : août-décembre 1994.**

Entre le 18 juillet et le 2 août 1994, on pouvait compter déjà dans la seule ville de Bukavu 300.000 réfugiés rwandais<sup>152</sup>.

<sup>152</sup> Groupe Jérémie, *Scandale à Bukavu ! Le HCR laisse les réfugiés mourir de faim*, lettre du 3 août 1994.



Par manque de coordination entre le HCR et le gouvernement zaïrois, les réfugiés se sont trouvés abandonnés à eux-mêmes. Leur entassement et leur errance dans la ville furent la cause non seulement d'une insécurité toujours croissante, mais aussi d'épidémies comme le choléra et la dysenterie.

Face à l'inertie du HCR, le Groupe Jérémie, les organisations de la Société civile et de défense des droits de l'homme adressèrent une « lettre ouverte » au responsable du HCR à Bukavu pour dénoncer les carences et les menaces qui pesaient sur la population locale. La réaction du responsable du HCR fut de vouloir « intimider » ces groupes en proférant des menaces<sup>153</sup>.

A cause de cette attitude irresponsable du représentant du HCR à Bukavu, Mgr Munzihirwa prit l'initiative d'en informer les instances internationales en dénonçant, pour la première fois, un projet obscur des Grandes Puissances sur l'Afrique des Grands Lacs.

Dans sa lettre du 3 août 1994 : « Les Nations veulent-elles se servir de l'Afrique des Grands Lacs ? »<sup>154</sup>, Mgr Munzihirwa fait état des situations conflictuelles dans la plupart des pays africains et en cerne trois causes principales

La première : les ambitions de certains qui, à tout prix, veulent le pouvoir et détruisent systématiquement le pays et le peuple qu'ils prétendent vouloir servir : « on cherche le pouvoir absolu pour conserver ou pour acquérir des privilèges, quel que soit le prix que le peuple doive payer ».

La deuxième : le soutien des étrangers aux belligérants, avec souci de vendre leurs armes et de se servir également du sol et du sous-sol des pays à leur remorque : « Que cesse la contrainte des armes, que cessent les démagogues au niveau de nos pays et des jeux d'influences

<sup>153</sup> de DORLODOT, P., *op.cit.* p. 93.

<sup>154</sup> MUNZHIRWA, C., *Les Nations veulent-elles se servir de l'Afrique des Grands Lacs ?* Lettre pastorale du 3 août 1994.

internationales, qu'émergent des gouvernements qui reflètent des choix, aussi conscients et libres que possible, formulés par des populations redevenues sereines ».

La troisième. Les milieux internationaux contemplent le déchaînement des forces, parfois sans réagir, au point qu'on pourrait se demander s'il n'existe pas un dessein bien arrêté et dissimulé quelque part dans des studios obscurs : « Les Nations s'apitoient sur les foules innombrables de victimes dispersées dans tous les pays des Grands Lacs, il y a beaucoup de bonne volonté ; et la logistique des aides humanitaires rend hommage au génie et à la générosité humaine pour les services d'urgence. Mais qui doit intervenir « pour demain », qui doit révéler les desseins secrets de quelques cerveaux bien protégés qui ont suscité et qui continuent à soutenir le laminoir des pauvres » ? A la suite de Mgr Munzihirwa, d'autres voix s'élevèrent soit pour dénoncer l'abandon des réfugiés et ses conséquences sur la région, soit pour dénoncer un retour forcé des réfugiés vers un avenir incertain<sup>155</sup>.

Au cours de cette période d'urgence, Mgr MUNZIHIRWA a écrit au Gouverneur du Sud-Kivu (lettre du 23 août 1994), au Secrétaire général de l'ONU (le 2 août 1994), à M. Karl Wirtz, représentant de Misereor (19 septembre 1994) et au Président François Mitterrand de la République française (17 août 1994).

Le contenu de ces différentes lettres pourrait se résumer en cinq éléments principaux :

1. Appel à prendre position face à la violence et à l'hypocrisie de certaines autorités rwandaises : « Etant donné que le Rwanda est détruit par les extrémistes de deux bords, nous demandons aux grandes puissances d'aujourd'hui de rendre possible la rencontre rapide entre tous les Rwandais afin qu'ils trouvent une solution négociée et équilibrée »<sup>156</sup>.

<sup>155</sup> -« Position de la communauté rwandaise réfugiée à Bukavu sur le drame que vit le peuple rwandais », lettre du 9 août 1994 ; « Lettre des ONG au responsable du HCR à propos des orphelins » (le 11 août 1994) ; Groupe Jérémie : « Halte à la désinformation ! Appel d'urgence pour les réfugiés à Bukavu (le 20 août 1994) ; « Lettre des représentantes des religieuses de Bukavu », adressée à la Reine Elisabeth II d'Angleterre, Reine Beatrix des Pays-Bas, Reine Sophie d'Espagne, Reine Paola de Belgique .. (le 20 septembre 1994.)

<sup>156</sup> MUNZIHIRWA C., Lettre au Secrétaire général de l'ONU, Bukavu, 2 août 1994.

1. Nécessité d'une force d'interposition entre les belligérants pour la protection de la population civile : « ... il est donc impérieux de retarder le départ des troupes françaises jusqu'à la transmission effective avec les hommes de la MINUAR, investis d'une mission précise de protection des populations. Sinon, l'histoire pourra dire que vous avez créé une catastrophe plus grande encore au Rwanda et au Zaïre »<sup>157</sup>.
  
2. Inquiétude grandissante devant la manière dont on prend en charge les réfugiés : « Nous avons survolé les camps de réfugiés qui regroupent déjà plus de trois cent mille personnes. Nous avons rencontré une caravane qui se dirigeait d'elle-même vers le site de Walungu. Seul le Père Jésuite Minani et quelques compagnons essaient de les guider à partir du Collège où se trouvent à la belle étoile, sous la pluie, plus de 25.000 réfugiés, certains depuis plus d'un mois »<sup>158</sup>.
  
3. Effets de la présence des réfugiés sur la population de la ville de Bukavu et environs : « Bukavu et les zones du Bushi qui accueillent sont des régions surpeuplées d'un million d'habitants, soit 250 au km<sup>2</sup>. Depuis longtemps, on cherchait déjà comment déplacer une partie de la population. Voilà que, d'un coup, s'y ajoutent près de deux millions de Rwandais qui ont besoin d'abris et de nourriture (...). Déjà, ils occupent les écoles, alors que dans un mois, les classes doivent s'ouvrir. Certes, la population accueille volontiers ces réfugiés en détresse. Acceptera-t-elle d'y perdre son avenir ? »<sup>159</sup>.
  
4. Stigmatisation du règne de l'arbitraire par le nouveau pouvoir de Kigali (FPR) : « Les massacres perpétrés par la garde présidentielle pour venger le Président ont provoqué l'indignation de toute conscience chrétienne. Mais la revanche n'y va pas de main morte. L'assassinat prémédité de trois évêques et de personnes consacrées, enveloppé dans l'hypocrisie, n'est qu'un signe de bien d'autres « éliminations » programmées. C'est pourquoi

<sup>157</sup> Idem, Lettre au Secrétaire général de l'ONU, Bukavu, 17 août 1994.

<sup>158</sup> Idem, Lettre du 23 août 1994.

<sup>159</sup> Lettre du 23 août 1994.



notre conscience doit s'opposer fermement à toute vendetta : on tue des jeunes gens sous prétexte qu'ils étaient membres des milices, et l'on veut établir une paix de cimetièrre »<sup>160</sup>.

A cette étape, Mgr Munzihirwa ne mène plus seulement un combat interne contre la pègre des Zaïrois qui raflent les biens des réfugiés, mais il dénonce également un pouvoir de vengeance à Kigali et interprète le silence de la communauté internationale comme une complicité coupable.

Dès lors, Mgr Munzihirwa est montré du doigt, à la fois, par les autorités zaïroises et rwandaises comme un « évêque gênant » mais de deux points de vue différents.

Pour les autorités zaïroises, cet homme épris de justice les empêche de jouir en toute quiétude du butin que sont les réfugiés. C'est, en fait, ce que traduit cette exclamation d'un ministre zaïrois au sujet de Mgr Munzihirwa : « J'aime bien Mgr Munzihirwa, mais je n'aime pas m'approcher de lui. Quand je le vois, je me sens tout de suite culpabilisé »<sup>161</sup>.

Pour les autorités rwandaises et leurs « parrains », il dévoile des plans secrets, sa voix et ses écrits portent très loin au point de compromettre leur plan.

C'est à partir de ce moment que nous pouvons dire, en réalité, que Mgr Munzihirwa vivait entre le marteau et l'enclume, et il en était, à ce qu'il nous semble, bien conscient, mais sa bravoure et son courage l'ont poussé jusqu'au don total de soi.

### 3. Le temps de l'inquiétude : janvier – août 1995.

Les réfugiés sont toujours là, et la population locale ressent de plus en plus les conséquences de leur présence. L'armée du Rwanda, le FPR, fait des incursions dans les camps des réfugiés au Zaïre et tue sans qu'il n'y ait réaction de la part du Zaïre. On sent que la tension

<sup>160</sup> MUNZHIRWA, C., *Les Nations veulent-elles se servir de l'Afrique des Grands Lacs ? L'Eglise devant le défi de la violence et de l'hypocrisie*, lettre du 3 août 1994.

<sup>161</sup> Paroles rapportées par l'abbé Amuli Mihigo Gustave au cours d'un témoignage pendant la célébration de l'espérance en « communion avec tout le peuple des Grands Lacs », *Lumen*

monte. En effet, dans la nuit du 11 au 12 avril 1995, de 22 heures à 1 heure du matin, les soldats du FPR venus du Rwanda attaquent le camp des réfugiés à Birava (35 km au Nord de Bukavu) : « cette attaque à l'arme lourde, à la grenade et à la mitrailleuse, a fait trente morts et quarante blessés au moins, dont certains grièvement »<sup>162</sup>.

Des informations en provenance du Rwanda sur la situation des prisonniers sont alarmantes : « 4 à 6 personnes par m<sup>2</sup>, et parmi eux des enfants »<sup>163</sup>. Les Hutu et les Tutsi qui depuis longtemps habitaient le Nord-Kivu, s'entretuent à leur tour, et leur conflit s'étend déjà à Bunyakiri, paroisse située à 80 km de Bukavu<sup>164</sup>. Des tracts anonymes incitent la population à la violence et au clientélisme. Face à la situation, la Société civile du Sud-Kivu, le GRAPES et le Groupe Jérémie mènent un travail considérable de conscientisation pour inviter la population au calme.

Durant cette période de tumulte, Mgr Munzihirwa croit toujours qu'il n'est pas trop tard d'agir pour la paix dans la région. Il prend alors l'initiative d'écrire aux personnes qu'il croit capable de pouvoir influencer positivement l'évolution de la situation<sup>165</sup>.

Les éléments essentiels de sa correspondance pendant ce temps de l'inquiétude peuvent se résumer en quatre points principaux :

1. Appel à faire pression pour une solution négociée au Rwanda en vue d'un retour pacifique des réfugiés : « L'Eglise de Belgique et l'Eglise de France ne pourraient-elles pas lancer un appel pressant invitant l'Occident à faire pression sur les

---

*Vitae*, le 12 novembre 1996.

<sup>162</sup> Groupe Jérémie, *Les soldats du FPR attaquent le camps de Birava (Bukavu)*, communiqué de presse du 12 avril 1995 ; *Massacre de Birava (Bukavu)*, communiqué de presse du 13 avril 1995 ; AGDDH, *Lettre ouverte de protestation au gouvernement rwandais et au pouvoir militaire de Kigali suite aux massacre des réfugiés au camps de Birava (Bukavu)*, Bukavu, 13 /7/ 1995.

<sup>163</sup> Groupe Jérémie, *Carnage à Kibeho. Double génocide au Rwanda*, communiqué de presse du 25 août 1995.

<sup>164</sup> Rapport du Curé de Bunyakiri, Loris Cattani, du 23 février 1995.

<sup>165</sup> Lettre au Cardinal Danneels (Président de Pax Christ international) et à Mgr Delaporte (Président de la commission Justice et Paix en France), du 16 janvier 1995 ; Lettre au Dr. Boutros Boutros Ghali, Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, du 15 mai 1995 ; Lettre ouverte aux autorités zaïroises et au HCR, du 25 mai 1995.

responsables rwandais tant hutu que tutsi afin qu'ils recherchent cette solution politique permettant le retour des réfugiés ? »<sup>166</sup>.

2. Dénonciation d'un soutien militaire et logistique de certains pays occidentaux au régime de Kigali : « Et de plus, il n'est pas acceptable que des pays démocratiques occidentaux apportent un soutien sans condition au régime de Kigali qui exclut du droit à la parole et qui décourage le retour au pays de plus d'un tiers de sa population »<sup>167</sup>.
  
3. Dénonciation de la manipulation de l'information et appel au sens de responsabilité : « Nous savons que les médias occidentaux diffusent sur le drame rwandais une information partisane qui discrédite les réfugiés. Que pouvez-vous faire, vous groupes d'Eglises européens qui avez vos propres magazines pour faire passer une information objective qui ne dénature pas la tragédie rwandaise ? Ne s'agit-il pas maintenant d'un autre ethnocide ? »<sup>168</sup>.
  
4. Description de l'évolution inquiétante de la situation et du risque de l'implosion de toute la région des Grands Lacs : « (...) Nous constatons déjà sur place les signes annonciateurs d'affrontements possibles et de déstabilisation de toute la sous-région. Cette évolution fort préoccupante motive l'appel que je vous adresse : il est nécessaire, me semble-t-il, que les instances internationales intéressées à l'avenir de la sous-région entament sans tarder une réflexion politique sur la situation des Grands Lacs et particulièrement du Rwanda »<sup>169</sup>.

<sup>166</sup> MUNZHIRWA C, Au Cardinal G. Danneels, Archevêque de Malines Bruxelles et à Mgr Delaporte, Président de la commission Justice et Paix de France, lettre du 16 janvier 1995.

<sup>167</sup> Ibidem

<sup>168</sup> MUNZHIRWA C, *Aide-mémoire sur quelques problèmes urgents concernant les réfugiés rwandais*, lettre adressée à la délégation de la C.C.A.C. de passage à Bukavu, le 28 avril 1995.

<sup>169</sup> Idem, Au Dr. Boutros Boutros-Ghali,, Secrétaire général des Nations unies, concernant la « Problématique des réfugiés rwandais au Kivu (Zaïre) et danger d'implosion dans la région des Grands Lacs », lettre de 15 mai 1995.



Faute d'une solution politique et d'un dialogue adéquat, la tension ne fit que s'accroître et les positions se durcirent entre les partis en compétition, ce qui donna lieu à la guerre qui sévit actuellement dans la région des Grands Lacs.

#### 4. Le temps de la guerre : septembre 1995-octobre 1996.

Ce sous-titre, « Le Temps de la guerre » pourrait prêter à confusion. Il convient donc de rappeler que nous parlons ici de la guerre qui s'est étendue de septembre 1995 à octobre 1996 et au cours de laquelle Mgr Munzihirwa fut assassiné (le 29 octobre 1996).

L'expression « temps de la guerre » ne couvre donc pas ici toute la durée de la guerre du Kivu en particulier et du Congo en général. Elle ne s'intéresse qu'à une période bien limitée (septembre 1995 à octobre 1996) liée à l'action pastorale de Mgr Munzihirwa et qui se clôture par son assassinat.

Nous avons déjà fait état des soldats du FPR qui avaient attaqué un camp de réfugiés à Birava (Bukavu) et qui ont fait une trentaine des morts et 44 blessés graves. De même, le week-end du 5 au 7 novembre 1995, le FPR avait attaqué l'île d'Iwawa, située dans le lac Kivu au Nord-Est de l'île d'Idjwi (Sud-Kivu). Le bilan de cette attaque s'est soldé par plusieurs dizaines des morts : « L'A.P.R. (branche armée du FPR) aurait lancé une attaque sur cette île où des combats sérieux se seraient déroulés le week-end du 5 au 7 novembre dernier. Ces combats auraient fait plus de cent morts du côté des assaillants. Certains auraient même avancé le chiffre de trois cents morts. Mais, les enquêteurs qui s'y sont rendus n'auraient compté que vingt-cinq cadavres en habits militaires »<sup>170</sup>.

Au fil des jours, la région vivait des exactions militaires. On notait des affrontements sporadiques entre militaires zaïrois et militaires rwandais. Du 22 au 24 septembre 1996, la ville de Bukavu fut violemment attaquée à l'arme lourde depuis le Rwanda. Pendant cette période, les

<sup>170</sup> Groupe Jérémie (lettre du 13 avril 1995), l'association des groupes de défense des droits de l'homme (13 avril 1995), Archidiocèse de Bukavu, Caritas-info, n° 8, novembre 1995.

lettres pastorales de Mgr Munzihirwa sont d'une part centrées sur la lutte contre la désinformation ou la déformation de l'information, et, d'autre part, sur un appel à la sauvegarde de l'intégrité du territoire du Kivu et du Zaïre en général.

Dans une lettre adressée à Madame le Haut Commissaire aux réfugiés à Genève, Mgr Munzihirwa lui signifie ses inquiétudes, non seulement sur la situation des réfugiés : « Les réfugiés se trouvent donc coincés, le Zaïre n'en veut plus, le Rwanda n'en veut pas vraiment. Il s'est créé donc en Afrique centrale un nouveau 'problème palestinien' qui risque fort de provoquer conflits et confrontation aux frontières du Zaïre, du Rwanda et du Burundi »<sup>171</sup>, mais il souligne aussi le drame vécu par la population de Bukavu : « la région de Bukavu est surpeuplée, comme vous le savez. Et la présence massive des réfugiés a aggravé la situation de misère : déforestation, destruction écologique, hausse des prix »<sup>172</sup>.

C'est au cours de cette période qu'il dénonça également, pour la première fois, les visées expansionnistes du Rwanda aidé par l'Uganda et le Burundi<sup>173</sup>. Il ne s'agit pas, à vrai dire, d'une guerre des dits « Banyamulenge » : « Les bandes armées précitées sont composées d'éléments ayant vécu au Zaïre comme réfugiés ou transplantés qui se nomment aujourd'hui « Banyamulenge », « zaïrois » d'expression kinyarwanda, etc.... Ils ont récemment aidé le FPR à conquérir le pouvoir au Rwanda »<sup>174</sup>.

Deux jours avant son assassinat, Monseigneur Christophe Munzihirwa écrit une lettre : « Restez fermes dans la charité » (27 octobre 1996).

Cette lettre, écrite le 27 octobre 1996, soit deux jours avant l'assassinat de Monseigneur Munzihirwa, pourrait être considérée comme « son testament d'adieu ».

<sup>171</sup> MUNZHIRWA C, *Retour des réfugiés au Rwanda : prélude à la paix ou à la guerre ?*, lettre pastorale du 6 octobre 1996.

<sup>172</sup> Idem, *Le drame vécu par la population de Bukavu*, lettre du 18 avril 1996, adressée à l'Ambassadeur des Etats unis d'Amérique.

<sup>173</sup> Cette thèse se trouve confirmée par les propos du Président rwandais, Pasteur Bizimungu, dans son discours du 10 octobre 1996, à Cyangugu.

<sup>174</sup> MUNZHIRWA C, *Le Sud-Kivu est aujourd'hui agressé par le Rwanda*, lettre d'octobre 1996

Elle est adressée aux Curés et aux vicaires de son diocèse, mais elle n'est pas sans intérêt pour le peuple.

Que demande-t-il aux uns et aux autres ? C'est de « restez ferme dans la Charité » !.

La guerre se faisant de plus en plus sentir, l'évêque donne déjà une certaine ligne de conduite :

- Restez dans vos paroisses, autrement dit, n'abandonnez pas les paroissiens. On pourrait s'imaginer ici l'épisode du bon berger qui n'abandonne pas ses brebis à l'approche du loup.
- Il invite à la « vigilance », ne pas se laisser intoxiquer par les radios étrangères acquises à la cause du Rwanda, ni par les récits des militaires qui n'ont pas été au front et qui n'ont même pas vu l'ennemi.
- Il invite les journalistes à donner des informations plus objectives afin d'éviter à la population des paniques injustifiées.
- Il demande à ce que l'on encourage les vaillants militaires à ne pas abandonner la ville de Bukavu et le pays aux mains de l'ennemi.
- S'oppose à ce que l'on lâche dans la cité des jeunes drogués pour malmener la population et s'oppose en même temps à ce que l'on envoie ces inexpérimentés au front pour les « brader ».
- Il invite chacun(e) à la responsabilité et demande qu'on ne dénonce abusivement personne comme ennemi alors qu'il ne l'est pas.
- Enfin, il rappelle aux chrétiens leur arme, la charité envers tous : »Nous, chrétiens, sachons que notre plus grande arme c'est la charité envers tout homme(...)«.

En effet, la guerre qualifiée de « guerre des Banyamulenge » consistant à la réclamation de la nationalité par les armes n'était qu'une guerre baptisée comme telle afin de voiler l'agression du Rwanda, de l'Uganda et du Burundi dont le but est de créer une « zone tampon » dans le Kivu et d'exterminer les prétendus opposants à leurs régimes, en l'occurrence les réfugiés



Hutu dont la présence massive aux frontières constituait une « bombe à retardement » pour les régimes en place.

## II. L'ARRIERE-PLAN DE LA PENSEE DE MONSEIGNEUR CHRISTOPHE MUNZHIRWA

Chercher l'arrière plan de la pensée de Mgr MUNZHIRWA revient à nous poser ici différentes questions: *comment connaissait-il la situation dont il parlait ? Quels étaient ses canaux d'information et de communication ? Comment faisait-il son analyse politique ? Quelles sont les valeurs essentielles pour lesquelles il s'engageait ?*

Les écrits de Mgr Christophe MUNZHIRWA manifestent explicitement que l'auteur était un quêteur de la vérité, un veilleur avisé, à l'expression libre et indépendante. Néanmoins, nous savons qu'il bénéficiait de la collaboration de quelques groupes de réflexion et d'individus desquels émanait la plupart de ses analyses socio-politiques. Nous citons notamment:

### 1. Le Groupe de Réflexion et d'Analyse Politique, Economique et Sociale (GRAPES)<sup>175</sup>

Le GRAPES est un groupe composé de prêtres diocésains et de prêtres religieux, de religieuses et de laïcs chrétiens, hommes et femmes. Ce groupe réfléchit et analyse les faits politiques, économiques et sociaux d'actualité vécus par le peuple de Dieu de la région du Sud-Kivu et du Congo/Zaïre en général. Les membres du GRAPES se penchent aussi sur les problèmes des pays voisins et mêmes des autres pays dans la mesure où ces problèmes influent sur la vie des populations du Sud-Kivu et du Congo<sup>176</sup>.

<sup>175</sup> Créé en 1993, le GRAPES est le résultat de recommandations du Synode diocésain et de l'Eglise de Bukavu. Cfr. Actes du Synode diocésain, t. II, p.55. Ce groupe, de même que les deux suivants, est actuellement en veilleuse, compte tenu de la situation politique.

<sup>176</sup> Mais au delà de cet objectif, le GRAPES en poursuit d'autres tels que la formation des laïcs chrétiens à la responsabilité sociale dans l'esprit de l'Enseignement social de l'Eglise, le rassemblement des données pouvant permettre à l'Eglise locale de Bukavu de contribuer à la

« Comme groupe d'Eglise, nous tenons à fournir à l'autorité ecclésiastique des matériaux qui lui permettent de porter un jugement informé sur les événements, et pouvoir ainsi prendre position à bon escient, surtout en faveur des petits et des sans voix »<sup>177</sup>.

Effectivement, Mgr Munzihirwa s'est souvent servi des analyses faites par le GRAPES (il lui est arrivé plus d'une fois de participer personnellement à certaines réunions du GRAPES), soit pour donner des orientations à son clergé, soit pour s'adresser à l'autorité politico-administrative et militaire pour leur demander de s'amender ou de remédier à une situation donnée.

## 2. Le Groupe Jérémie

Dans un monde d'intrigues, le « Groupe Jérémie, comme groupe chrétien, entend annoncer la Bonne Nouvelle et libérer notre peuple avec les armes de l'amour, de la vérité et de justice »<sup>178</sup>.

A travers ses feuillets, conférences-débats, sessions et réunions de conscientisation, le Groupe Jérémie s'était particulièrement investi dans le drame rwandais et notamment dans l'aide qu'il a apportée aux réfugiés.

## 3. Le Groupe « Marie, Reine de la paix »

Il s'agit, cette fois, d'une association de religieuses de Bukavu. Cette association regroupait onze religieuses de onze congrégations différentes et travaillait sous la responsabilité de l'USUMA (Union de Supérieures majeures). Groupe de réflexion et d'action, le « groupe Marie, Reine de la paix » se penchait sur la situation de détresse du peuple, et spécialement des femmes.

---

résolution des conflits dans la région des Grands Lacs.

<sup>177</sup> GRAPES, Bukavu, le 6 avril 1994.

<sup>178</sup> Groupe Jérémie, Feuilleton du 30 septembre 1994.

Contrairement au GRAPES, qui est une initiative de l'Eglise de Bukavu, le Groupe Jérémie a

Au cœur de sa réflexion et de son activité, le groupe privilégiait la question : « Comment, en solidarité avec les autres et plus particulièrement avec les femmes, faire advenir un monde de paix, de justice et de fraternité »<sup>179</sup>.

Bien que ces groupes se définissent comme « groupes d'Eglise », ils conservent leur liberté d'esprit et d'action. Néanmoins, leurs messages ont été considérés comme messages liés aux convictions de l'Eglise catholique de Bukavu, et par conséquent, comme légitimés par l'Ordinaire du lieu.

C'est à travers ces courants d'analyse que Mgr Christophe Munzihirwa, en sa qualité d'Archevêque de Bukavu et de Président de la Conférence Episcopale Provinciale du Kivu (CEPKI) a dû souvent prendre position, soit pour exprimer les options de l'Eglise particulière de Bukavu, soit pour exhorter ou admonester la population en général et les chrétiens en particulier, soit encore, pour proposer quelques ébauches de solution aux autorités compétentes.

#### 4. La société civile du Sud Kivu

C'est à partir de 1980 que la dynamique des organisations non gouvernementales (ONG) a commencé à se mettre en place au Zaïre. Elles sont le résultat d'une prise de conscience de certains intellectuels qui ne pouvaient pas ou ne voulaient pas s'engager dans la fonction publique, lourde de compromissions dues à la mauvaise gestion tant du pouvoir politique qu'économique.

Vers les années 1982-1983, un grand nombre d'associations voient le jour au Sud Kivu<sup>180</sup>. En vue d'une action concertée, elles ont constitué une plateforme, le "conseil régional des organisations non gouvernementales de développement du Sud Kivu (ONGD/Sud Kivu). Pour

---

vu le jour à l'initiative d'un groupe des chrétiens, prêtres, religieux, religieuses et laïcs.

<sup>179</sup> de DORLODOT, P., *op. cit.* p.14.

<sup>180</sup> C'est le cas de "Solidarité paysanne", du "Groupe technique d'encadrement régional - GTER" pour coordonner les initiatives d'aide au développement relevant des églises protestantes, du Bureau Diocésain de développement - BDD de l'église catholique, qui à Bukavu, se réorganise avec une approche de véritable ONG opérationnelle sur le terrain, de Actions pour le Développement Intégral - ADI Kivu, etc. Notons cependant que depuis 1965, il existait à Bukavu le Comité Anti-Bwaki (contre le kwashiorkor) dont l'expérience a dû inspirer les autres groupes naissants.



échapper aux tracasseries et à la manipulation du pouvoir, elles vont lancer les bases du rassemblement des forces populaires de résistance et de changement, capable de constituer un contrepoids indispensable à la démocratie face aux pouvoirs politiques et économiques dominants<sup>181</sup>.

Mgr MUNZHIRWA, directement ou indirectement, s'est inspiré des analyses et des méthodes de la société civile du Sud Kivu, entre autre, la formation de la conscience populaire, en préparant les mentalités à une certaine autogestion de la région du Sud Kivu, à une prise en charge de son démarrage économique et politique sur base de ses réalités et de ses potentialités.

### 5. Des réseaux de communications anonymes

D'une façon prophétique et inimaginable, Mgr Christophe MUNZHIRWA dénonçait des plans secrets qui se tramaient sur la région des Grands Lacs et avec la même rigueur, il prédisait ce qui allait advenir comme s'il en était le concepteur.

Déjà, le 8 septembre 1994, contre toute attente, Mgr MUNZHIRWA dénonçait: " Hier un commando Rundi est venu narguer le Zaïre en se promenant impertinemment dans les camps de réfugiés. Où étaient les militaires zaïrois?"<sup>182</sup> et le 16 janvier 1995 il dénonçait le plan de certains pays occidentaux qui avaient décidé de laisser dépérir au Zaïre des réfugiés hutus rwandais: "Laisser dépérir au Zaïre deux millions de rwandais, c'est aussi un crime contre l'humanité. Et de plus, il n'est pas acceptable que des pays démocratiques occidentaux apportent un soutien sans condition au régime de Kigali qui exclut du droit à la parole et qui décourage le retour au pays de plus d'un tiers de sa population"<sup>183</sup>.

Il arrivait que Christophe MUNZHIRWA parle de ses "sources sûres" portant sur les personnes et des lieux. Le 30 janvier 1996, il dénonça l'élimination progressive des intellectuels hutu qui se trouvaient dans le Parc de l'Akagera au Rwanda: "Nous savons de sources sûres que

<sup>181</sup> La probité de la société civile du Sud Kivu est d'une notoriété publique au Congo. Son incorruptibilité lors de la "conférence nationale souveraine" (CNS) lui a conféré une autorité morale hors du commun. Pour en savoir plus sur la société civile du Sud Kivu, voir Entraide et Fraternité, *Quand les forces populaires s'organisent. Chronique d'une société civile en formation au Sud Kivu, voix du tiers monde*, éd. Vie ouvrière, Bruxelles 1994, 58 p.

<sup>182</sup> Lettre adressée à la délégation de la C.C.A.C de passage à Bukavu, le 28 avril 1995

plusieurs officiers de l'Armée patriotique rwandaise (A.P.R) basés dans le Parc de l'Akagera et couverts par le pouvoir sont chargés des disparitions de personnes à opérer sur toute l'étendue du territoire. Cette planification des disparitions et massacres visent en priorité des intellectuels hutus<sup>184</sup>. Avec la même précision, il dénonça le soutien des USA au pouvoir de Kigali: "on sait que 50 instructeurs de l'Armée américaine contribuent à la formation des soldats de l'Armée patriotique rwandaise. Et, vous le savez certainement, c'est avec la logistique et du matériel américain que les soldats de l'A.P.R ont attaqué la nuit du 6 au 7 novembre 1995, les pauvres paysans hutu habitants l'Ile d'Iwawa(...)"<sup>185</sup>

En outre, il est le premier à avoir dénoncé et nommé le lieu et la provenance des armées qui envahissaient le Zaïre: " Les zones d'Uvira, Mwenga, Fizi, Walungu sont actuellement le théâtre de combats entre bandes armées Tutsis venant du Rwanda et de l'Armée zaïroise. D'autres soutiennent (mais ce n'est pas encore vérifié) que des éléments ougandais combattent aux cotés des agresseurs formés au Rwanda. Les bandes précitées sont composées d'éléments ayant vécu au Zaïre comme réfugiés ou transplantés qui se nomment aujourd'hui "Banyamulenge", "zaïrois d'expression kinyarwanda" etc. Ils ont aidé le F.P.R à conquérir le pouvoir par les armes au Rwanda."<sup>186</sup>

D'où Monseigneur MUNZHIRWA a-t-il tiré des informations aussi précises à l'heure où personne n'y pensait ?

Nous pensons qu'il était certainement informé aussi par des réseaux ou des personnes anonymes de quatre bords.

<sup>183</sup> lettre adressée au Cardinal G. Danneels, Archevêques de Malines-Bruxelles et à Monseigneur J. Delaporte, président de Justice et Paix France, lettre du 16/01/1995

<sup>184</sup> Lettre adressée au Président J. Carter, Fondation Carter/ U.S.A., le 30 juin 1996

<sup>185</sup> Ibidem

### *a. Le Vatican et les réseaux des religieux*

Nous savons qu'il existe au Vatican un réseau de communication et de mass-média qui est en relation avec les Nonces, les pro-nonces et légats pontificaux à travers le monde. Ceux-ci sont eux-mêmes en relation avec le corps diplomatique de chaque pays. Vu l'ampleur du drame qui se vivait à Bukavu, ils ne pouvaient certes pas laisser l'Archevêque de Bukavu dans l'isolement. Le fait que c'est par le Vatican que la population de Bukavu ait appris le décès de son évêque en est une preuve éloquente. Par ailleurs, on peut penser au réseau des religieux, principalement les Jésuites, attachés au service du Haut commissariat pour les réfugiés dans le monde. A ce titre, on peut penser qu'ils ont apporté un soutien réel ou supposé à leur confrère qui avait fait sien leur combat.

### **b. Les dissidents rwandais Tutsi**

Nous savons que les Rwandais Tutsi, à sous-entendre, les Tutsi de l'intérieur du Rwanda et de la diaspora ne partageaient pas le même point de vue sur la manière dont a été conquis le pouvoir au Rwanda. Ceux de l'intérieur y ont vu une perte énorme. Ils y ont perdu non seulement leurs biens matériels mais aussi de nombreuses vies humaines. Par contre, les Rwandais de la diaspora y ont vu une conquête et une source d'enrichissement qui a fait d'eux des "nouveaux hommes forts". Cette diversité d'intérêts a amené certains Tutsi à dénoncer certains plans macabres de leur congénères, tant sur le plan local que sur le plan international. Certains d'entre eux furent sources d'information proche de Mgr Christophe Munzihirwa.

### **c. Les exilés hutus**

Parmi les exilés hutus, se trouvaient la classe dirigeante du Pays, tant civile que militaire. Sur le plan international, ils entretenaient encore, au nom de la République rwandaise, des relations d'état à état. A ce titre, ils étaient encore dépositaires des informations à haut niveau auxquelles la masse n'avait accès. Ils furent, eux aussi une source d'information indispensable pour Mgr Christophe Munzihirwa.

### **d. L'Eglise catholique du Rwanda**

Réduite au silence par un gouvernement presque anticlérical, quelques évêques du Rwanda ont pu bénéficier de la compassion de l'archevêque de Bukavu pour dénoncer ce

d. ... couple rwandais.

(non datée)